

# Répondre à Homo Economicus, n°3 : Les ONG

Le 5 Août 2019, par Madiane Hammouche et Hugo Desprez. Paru sur le blog [floraisons.blog](http://floraisons.blog)

*« En m'investissant dans une ONG, je sauve des vies, lutte contre la pauvreté et permet à des gens de vivre dans de meilleures conditions ! »*

Voilà ce que nous affirmait une bénévole occupée à distribuer des tracts et récolter des dons pour l'ONG Oxfam. C'était beau... En tout cas, ça en avait l'air.

Dans l'article précédent, nous évoquions en quoi les logiques d'intermédiation inhérentes à la « consommation responsable » rendaient la lutte impossible. Toujours avec le même angle d'attaque, nous allons nous intéresser aujourd'hui aux organisations non-gouvernementales et aux pièges que certaines d'entre elles nous tendent en prétendant participer à une lutte pour un monde meilleur.

S'il est assez difficile de synthétiser toute l'histoire des ONG en quelques lignes, essayons tout de même d'en brosser un court portrait afin de situer notre critique. Dans les faits, quelques organisations non-gouvernementales existaient déjà avant d'être nommées ainsi par la charte des Nations Unies de 1945 (chapitre 10, article 71), et se fondaient sur des actions transnationales – très souvent basées sur le modèle des clubs services comme le Rotary [1]. Elles se sont ensuite institutionnalisées (devenant ainsi des entités juridiques) avec l'avènement du néo-libéralisme, au moment de la restructuration mondiale du capitalisme [2].

Ce qu'il faut comprendre, c'est que des ONG, il en existe de toutes sortes – des petites, des grandes, des particulières, des générales... Nous ne cherchons pas à toutes les critiquer, car nous sommes conscient-es que certaines émanent, évidemment, de volontés saines. Seulement, parmi la large gamme d'associations proposées, il y en a quelques-unes dont le véritable rôle mérite d'être éclairé.

Lorsque les ONG comme WWF, GreenPeace, 350.org, Oxfam International ou CARE (pour ne citer qu'elles) prétendent lutter, à tous les niveaux possibles, pour un monde plus juste, plus développé, plus viable... Que font-elles réellement ? Ne sont-elles pas en train de s'interposer, de s'imposer même, dans la lutte ? N'est-ce pas là un flagrant délit d'intermédiation ?

En fait, il existe un double mensonge concernant l'utilité de ces organisations.

Premièrement, au regard des gens qui en sont à l'origine et/ou qui les dirigent, il apparaît dès lors que leur but réel est la colonisation idéologique, économique et politique, des parties du monde où elles agissent – c'est-à-dire les rendre compatibles avec la logique capitaliste et entraîner les populations dans une culture productiviste, assujettissante et autodestructrice. Pour ce faire, elles se targuent « d'aider au développement, à l'éducation, à la bonne gouvernance » ou encore de « protéger l'environnement, ou une espèce animale » grâce à tout un florilège de commissions, rapports, chartes, programmes, etc...

Deuxièmement, elles obligent à ce que les luttes se déroulent dans un cadre légal, institutionnalisé, pour empêcher ainsi tout mouvement, réaction et résistance spontanés des populations concernées face aux oppressions dont elles sont victimes. Du côté des militant-es, elles nous mobilisent et nous épuisent dans des actions inutiles dont nous ne sommes pas maîtres, et que nous effectuons gratuitement sur le peu de temps libre qu'il nous reste. À cet effet, elles décident de façon autoritaire des revendications, divisent les luttes en isolant les problèmes et font croire que « l'action citoyenne » a un vrai impact sur le système économique et politique mondialisé.

Voici quelques outils analytiques pour séparer le bon grain de l'ivraie.

## LE FER DE LANCE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE

Les institutions dont nous discutons ici utilisent toutes la couverture irréprochable de l'aide au développement, de l'action contre la misère et la pauvreté, de la protection de l'environnement ou encore de l'éducation. À première vue, pourquoi pas ? Nous connaissons toutes et tous ces images horribles d'enfants sous-nourris en Afrique, de travailleur-euses exploité-es en Asie, des populations des bidonvilles d'Amérique du Sud, et ainsi de suite. Les ONG proposent de les aider, alors comment ne pas être d'accord avec cet élan d'altruisme ?

Mais en quoi consiste cette aide, au juste, et pourquoi les populations en auraient tant besoin ? Avant toute chose, il faut savoir que ces situations de misère sont provoquées par le Capital et son monde, par les besoins de son économie, par la nécessité de croissance du modèle Occidental. C'est l'extraction des ressources pour nos usages quotidiens, le besoin d'une main d'œuvre toujours moins chère pour la consommation aberrante d'objets inutiles dont l'obsolescence est programmée, le tourisme de masse, une alimentation sur-protéinée, en bref, le mode de vie de la civilisation industrielle, son « développement », son « progrès », qui plongent ces populations dans la misère en premier lieu.

Cela étant dit, que nous proposent ces organisations, déjà ? D'aider les populations que nous plongeons dans la misère à se « développer », de les pousser à atteindre notre niveau de vie ? Ce même mode de vie qui demande l'exploitation effrénée du vivant et de la nature, qui détruit en ce moment même toute espérance de vie sur terre ? Pas si irréprochable, finalement, cet intermédiaire. Car en se proposant de « développer », les ONG permettent, en fait, de mettre au travail (entendre ici le travail comme une activité capitaliste qui n'a d'autre but que de produire pour dégager des marges et enrichir les détenteur-rices du capital et des moyens de production) des populations qui, sans leur intervention, vivaient comme elles l'entendaient. Ce faisant, elles extraient ces populations de leurs cultures, de leurs occupations et de leurs milieux – puisqu'il faut dorénavant travailler 10h par jour dans des usines ou des mines pour subvenir à des besoins qu'elles n'avaient pas et/ou qui sont apparus à cause de la destruction de leurs milieux par les industries capitalistes.

De plus, pour préparer les populations à ce nouveau mode de vie, les organisations utilisent aussi la cause de l'éducation. Sous prétexte de sortir ces pauvres individus sans culture et sans savoir-faire de leur vie miséreuse et vide de sens, nos très chères ONG leur font la charité de leur apprendre l'anglais (ou d'autre langues) dès le plus jeune âge, et leur inculquent la vertueuse

pensée individualiste qui a fait la grandeur des nations. Tant pis pour leurs cultures, leurs langues, leurs savoir-faire, leurs traditions... De toute façon, elles n'étaient pas rentables.

Toute organisation occidentale qui met en place du « développement » et de « l'éducation » chez des populations dites défavorisées est donc une machine à installer la logique capitaliste là où elle n'est pas encore ancrée. De la sorte, elles ne font que répandre ce système destructeur chez des populations qui n'en étaient pas encore dépendantes, et qui seront d'autant plus de personnes à convaincre de quitter cette logique. On voit donc que le combat de ces ONG n'est pas le nôtre, bien au contraire.

## LA DIFFUSION INIQUÉ D'UNE CULTURE UNIQUE

Allons un peu plus loin dans l'observation de ce qu'est, factuellement, le résultat de cette « éducation » que les ONG propagent dans les pays « sous-développés ».

Dans le reportage *Scolariser le monde* [3], nous pouvons voir, très clairement, comment des programmes comme le « Education for all » (soutenus par des banques, des gouvernements, MacDonald, et autre), sont des machines de guerre utilisées pour mettre le maximum d'enfants à l'école. Encore une fois, pourquoi pas ? Quel est le problème avec l'école ? Qui voudrait d'une société d'ignorant-es ?

Évidemment, nous ne parlons pas de n'importe quelle école ou système d'éducation, mais bel et bien de celui qu'en général nous connaissons, sur le modèle occidental. Et, comme le mentionne Helena Norberg-Hodge, « Aujourd'hui, la scolarisation à l'occidentale est responsable de l'introduction d'une monoculture humaine dans le monde entier. En fait, on enseigne partout la même chose : on entraîne les gens à maintenir un emploi [...] dans le cadre d'une culture urbaine de consommation ». Nous imposons, grâce à ces outils de colonisation que sont l'école et l'éducation, notre système. Ce qui veut dire d'une part que ces organisations et leurs programmes effacent de la surface de la terre des cultures entières, mais aussi qu'elles font en sorte qu'il devienne impensable de vivre en dehors de la culture dominante, puisque tous les autres imaginaires et savoir-faire sont en voie de disparition. En effet, « le système d'éducation à l'occidentale crée des éléments capables de nourrir le système de production industriel » (Vandana Shiva), mais mis à part alimenter le système productiviste, qu'est-ce que ces individus peuvent faire d'autre ? Comme nous, comme vous, pas grand-chose, finalement. Nous découvrons dans le film comment certain-es autochtones sont envoyés, très jeunes, dans les écoles des villes les plus proches. On le voit alors : ils et elles oublient vite leur langue, n'apprennent plus à vivre dans leur milieu naturel, ne s'imprègnent plus de leur culture... Et, une fois leur parcours scolaire terminé, les choix ne sont pas des plus faciles : être un-e esclave sous-payé-e par une multinationale et survivre au mieux dans une méga-cité ultra polluée, ou retourner dans une communauté dont ils ne parlent plus la langue, et dans laquelle ils et elles ne savent rien faire, pas même se trouver à manger ou faire leurs vêtements.

La diffusion de cette culture unique rend dépendant-es de maîtres car elle spécialise les individus et les forme à n'être qu'une pièce interchangeable dans un engrenage mondialisé dont ils et elles n'ont pas les commandes. Voici comment l'éducation crée la soumission face à l'autorité. Si l'on souhaite s'émanciper de ce

système destructeur, cette logique doit être combattue jusqu'au bout. Aussi, toute organisation et tout programme permettant la diffusion de cette culture ne peut être soutenu, et doit être dénoncé et démantelé.

## LE CONFLIT D'INTÉRÊT EN GUISE DE FONDEMENT

Nous le mentionnions plus tôt. Grâce, entre autres, aux travaux de Ana Minski, nous savons qu'il existe d'énormes contradictions entre le but affiché par certaines organisations et celui des personnes ou institutions qui leur permettent d'exister. Les ONG humanitaires et écologiques de développement se structurent autour d'une chose : le développement économique par et pour les capitalistes. De cette façon, il n'est pas étonnant d'observer que les financeurs, ceux qui bénéficient des investissements et les personnes à la tête de ces organisations, soient toujours les mêmes.

Sceptiques ? Voici une liste non exhaustive d'exemples qui vous permettront de constater l'ampleur du problème :

- La Commission Brundtland (les premiers à avoir développé la notion de développement durable), organisée par l'ONU en 1983, a été financée par des gouvernements et des fondations libérales comme la Fondation Ford.
- Le FEM (Fond pour l'Environnement Mondial) a été créé par la Banque Mondiale.
- Maurice Strong, co-fondateur du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (BCSD), créateur du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a été le PDG de la compagnie nationale pétrolière du Canada.
- Marcelo Carvalho de Andrade, fondateur de l'ONG Pro-Natura, est l'ancien ponte de l'ICI (Imperial Chemical Industries) ; il siège également, aux côtés de Hanne Strong (la femme de Maurice), au conseil de la Hearth Restoration Corps, ou encore au CA du Counterpart International (une ONG de développement) [4].

Ainsi, exactement comme au sein des grands groupes capitalistes, les mêmes personnes occupent à tour de rôle les positions de pouvoir qu'ils créent pour leurs propres comptes et celui de leurs amis.

Et au-delà du jeu de cooptation mené au sommet de ces institutions, nous pouvons aussi nous pencher sur les différents scandales que les copinages et autres conflits d'intérêts induisent : lorsque la WWF soutient Monsanto [5], lorsque Walmart obtient des labels des ONGs qu'il finance pour verdir son entreprise, lorsque des pays comme les Seychelles livrent leurs espaces maritimes à des acteurs privés au nom d'une prétendue « protection de l'environnement »... [6] Lorsque tout cela se met en place, les organisations deviennent finalement l'intermédiaire entre des acteurs publiques/privés et leurs objectifs de capitalisation. Besoin de faire passer une loi, d'obtenir un label, de privatiser un espace public ? Pas de souci, les ONG et les programmes internationaux sont là pour vous faciliter la tâche !

Joe Kovel, en 2002, nous affirmait que « le capital est plus qu'heureux d'intégrer le mouvement [environnemental] grand public en tant que partenaire de sa gestion de la nature. Les grands groupes environnementaux lui offrent un triple service : de légitimation, en rappelant au monde que le système

fonctionne ; de contrôle de la désobéissance populaire, en agissant en tant qu'éponge qui aspire et restreint l'anxiété écologique de la population ; et de rationalisation, en tant qu'administrateur utile afin d'introduire un certain degré de contrôle et de protéger le système de ses pires tendances, tout en garantissant la continuation des profits ». En fin de compte, cela résume assez bien le rôle de certaines ONG, mais leur champ d'action ne s'arrête pas là ! En effet, elles sont aussi capables d'utiliser leurs fonds pour financer des milices armées sous couvert de « protection de la nature » [7] et de la sorte, créer de l'instabilité politique, déplacer des populations et se substituer au rôle coercitif des États. Paupérisation, acculturation, création de zone de tourisme de masse, ne sont donc que les corolaires des actions coordonnées de certaines ONG qui prétendent lutter conjointement pour la biodiversité et contre la pauvreté.

Ainsi, alors qu'elles prétendent mettre en place un projet « vert », elles participent à la colonisation d'espaces naturels au détriment des autochtones qui y vivent. Tout cela, bien évidemment, sous le haut patronage des entreprises et des pouvoirs publics ayant intérêt à ce que l'exploitation de ces zones se fasse et que les individus qui les peuplent déguerpissent. La « protection de l'environnement » et la « lutte contre la pauvreté » ne sont finalement que des artefacts au service du sacro-saint « développement », un mot-valise qui renferme les notions de libre-circulation des capitaux et d'exploitation du vivant.

C'est donc bien ce qu'il faut voir dans ces organisations et ces programmes internationaux : un énième outil des capitalistes pour justifier leur existence et agrandir leur emprise sur les territoires et les populations. Ni plus, ni moins.

## L'INSTITUTIONNALISATION DE LA LUTTE

Du côté des militant-es, le fait qu'une organisation revendique la légitimité d'organiser des actions ou de diffuser des messages sur la situation s'avère être extrêmement problématique.

Tout d'abord car ce faisant, l'organisation pose un cadre, une limitation, qu'il est ensuite impossible de dépasser, et toute action ce qui se fera hors de ce cadre sera alors illégale, voire pire, illégitime. Aussi, puisque, comme nous l'avons vu, les ONG doivent leurs existences à des financeurs et des intérêts convergents, elles s'autocensurent de fait pour ne pas les contrarier. Au contraire, seront plutôt privilégiés les « petites victoires » et les objectifs « réalisables », autrement dit, les orientations et les actions qui n'interfèrent pas avec la logique capitaliste. Comme d'habitude.

De plus, ce qu'une ONG fait, très concrètement, c'est qu'elle « distribue sous forme d'aide ou de bénévolat ce que les gens devraient avoir de droit » [8]. En se positionnant ainsi comme un outil obligatoire pour résister – puisqu'étant le seul légal – l'ONG joue parfaitement son rôle d'intermédiation. Elle rend donc la lutte dépendante de son existence, alors que les populations opprimées seraient beaucoup plus libres et efficaces dans leurs actions sans son intervention et ce fameux cadre qu'elle impose. Elle devient l'intermédiaire entre les forces d'oppression et les populations qui en subissent les conséquences. Finalement, comme l'explique bien Arundhati Roy dans son discours du 16 Aout 2004 à San Fransisco, les ONG « transforment les confrontations en négociations » ; confrontations qui émergent pourtant de façon organique et indépendante lors d'un conflit, et qui n'ont, de ce fait, nul besoin de quelconque entité pour voir le jour. Pour cela, elles ont à leur disposition plusieurs méthodes qui

visent à polir la contestation en l'institutionnalisant et en la faisant rentrer dans un mécanisme organisationnel : intégrer des professionnels, sectoriser les compétences, salarier les membres, gérer les financements... En somme, créer des situations avec des avantages et des privilèges au sein des groupes militants qui pousseraient leurs détenteurs à tout faire pour ne pas les perdre... Au revoir, donc, les prises de risques et les positionnements radicaux.

Au-delà même de leur fonctionnement interne, les ONG ont tendance à sectoriser les luttes et à se spécialiser dans les « conséquences », sans toucher aux causes réelles du problème. C'est pour cela, par exemple, que l'on voit Oxfam appeler à la mobilisation « citoyenne » contre la faim ou la pauvreté, WWF demander de « repousser la date de jour du dépassement » ou encore 350.org revendiquer l'arrêt des énergies fossiles au profit des énergies dites « propres » et « renouvelables »... Bref, autant de combats qui, même s'ils aboutissaient, ne changeraient absolument rien à la source du problème, à savoir l'exploitation du vivant et du non-vivant par et pour la civilisation industrielle.

Finalement, l'intermédiaire est encore une fois de trop, et son action est systématiquement intéressée. Les organisations qui rémunèrent et organisent les résistances ont pour seul objectif leur sabotage. Il faut à tout prix les combattre et faire en sorte qu'elles ne bénéficient plus du soutien qui leur permet d'exister.

Encore une fois, l'objectif de ce texte n'est pas de critiquer l'intégralité des ONG, mais plutôt de mettre en lumière les dérives de certaines. Ainsi, nous espérons permettre aux militant-es de faire un choix éclairé lorsqu'ils et elles décident de s'engager dans une organisation de lutte. Comme nous l'avons souligné depuis le début de cet article, il est fréquent de voir au travers les faux-élans de bienveillance de certaines institutions des relents de colonialisme. En imposant la civilisation occidentale et son monde (son économie, sa culture et son travail), en manipulant les luttes et les militant-es, ces ONG incarnent exactement l'ennemi que nous combattons. Enfin, rappelons que l'idée même que les Occidentaux « civilisés » soient à même d'aider des populations sous prétexte que les Occidentaux savent et pas les autres, qu'ils vivent bien et pas les autres, qu'ils sont plus développés et doivent aider les autres, est une pensée colonialiste à laquelle il est impératif de mettre fin si l'on souhaite arrêter la progression et l'emprise de ce système mortifère.

Sources sur <https://floraisons.blog/homo-economicus-3/>